

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2007 — 3271 (2007 — 2237) [2007/09706]

25 AVRIL 2007. — Loi modifiant le code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 162 du 1^{er} juin 2007, p. 29732, dans le texte néerlandais, il convient de lire l'article 177, qui correspond à l'article 178 dans le texte français, comme étant l'article 178.

Aux pages 29732 et 29733, dans le texte néerlandais, les articles 178, 179, 180, 181, 182, 183 et 184 doivent être lus respectivement comme les articles 179, 180, 181, 182, 183, 184 et 185.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2007 — 3271 (2007 — 2237) [2007/09706]

25 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid met betrekking tot bepalingen inzake het gerechtspersoneel van het niveau A, de griffiers en de secretarissen en inzake de rechterlijke organisatie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 162 van 1 juni 2007, blz. 29732, in de Nederlandse tekst, dient het artikel 177, welke zich bevindt tegenover artikel 178 in de Franse tekst, te worden gelezen als artikel 178.

Op de bladzijden 29732 en 29733 dienen, in de Nederlandse tekst, de artikelen 178, 179, 180, 181, 182, 183 en 184, respectievelijk te worden gelezen als de artikelen 179, 180, 181, 182, 183, 184 en 185.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 3272 [C — 2007/23170]

12 JUILLET 2007. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 25, § 4 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Le Ministre des Affaires sociales

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1^{er}, 3°;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 25, remplacé par l'arrêté royal du 30 avril 2007;

Vu l'avis du Conseil national du travail du 30 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2007;

Vu l'urgence motivée par les éléments suivants :

L'arrêté n'entre en vigueur que le 1^{er} octobre 2007 mais son application impose que son contenu soit communiqué sans délai aux employeurs, à leurs secrétariats sociaux et à l'organisme de perception des cotisations de sécurité sociale;

En effet, en application de l'arrêté royal mentionné sous 1, les salaires journaliers forfaitaires sont proratisés en cas de travail à temps partiel sur base hebdomadaire et le projet d'arrêté visé sous ce point 6 précise les règles de proratisation;

La mise en œuvre de cette proratisation engendre l'obligation d'adapter les programmes informatiques au niveau des employeurs, de leurs secrétariats sociaux et de l'organisme de perception des cotisations de sécurité sociale de sorte que ces programmes soient disponibles dès le 1^{er} octobre 2007 à défaut de quoi les employeurs ne sauront pas calculer correctement les cotisations de sécurité sociale « employeurs et travailleurs » au moment du paiement de la rémunération;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 3272 [C — 2007/23170]

12 JULI 2007. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van artikel 25, § 4 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

De Minister van Sociale Zaken

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 25, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 april 2007;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad van 30 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 april 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door volgende elementen :

Het besluit treedt pas op 1 oktober 2007 in werking maar zijn toepassing legt op dat zijn inhoud onverwijld aan de werkgevers, hun sociale secretariaten en aan de inningsinstelling van de sociale zekerheidsbijdragen medegegeeld wordt;

Inderdaad, bij toepassing van het onder 1 vermeld koninklijk besluit zullen de forfaitaire daglonen geproratiséerd worden ingeval van deeltijds arbeidsregime op weekbasis en het onder dit punt 6 bedoeld ontwerpbesluit legt de proratiseringsregels vast;

De uitvoering van deze proratisering heeft tot gevolg dat de informaticaprogramma's van de werkgevers, van hun sociale secretariaten en van de inningsinstelling van de sociale zekerheidsbijdragen moeten aangepast worden zodat deze programma's vanaf 1 oktober 2007 beschikbaar zijn; indien dit niet het geval zou zijn, zouden de werkgevers in de onmogelijkheid verkeren de sociale zekerheidsbijdragen « werkgevers- en werknemersgedeelte » correct te berekenen op het moment van de uitbetaling van het loon;

Cette proratisation pouvant – dans certains cas – être appliquée aux travailleurs occasionnels au sens du Chapitre 2 du projet d'arrêté visé sous 1, l'employeur doit pouvoir calculer correctement les cotisations de sécurité sociale « employeurs et travailleurs » dès le 1^{er} octobre, l'occupation d'un travailleur occasionnel pouvant n'avoir une durée que d'un jour qui peut être le 1^{er} octobre 2007; si l'employeur paie immédiatement après la prestation le salaire au travailleur occasionnel mais effectue une retenue de sécurité sociale inférieure à la cotisation « employeur et travailleur » due, il doit supporter le coût de la différence entre les 2 montants;

Les organisations sectorielles représentatives des employeurs et des travailleurs doivent pouvoir informer leurs membres; le monde des employeurs du secteur étant constitués principalement de petites entreprises (en moyenne moins de 10 travailleurs), cet effort d'informations exige un temps plus long que si le secteur était composé d'entreprises occupant en moyenne une centaine de travailleurs;

Les services publics doivent également former les membres de leur personnel chargés de l'exécution ou du contrôle des nouvelles dispositions.

Vu l'avis n° 42.879/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs manuels dont la rémunération est constituée en tout ou en partie par des pourboires ou du service au sens de l'article 25, § 1^{er} de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et dont le régime de travail hebdomadaire du travailleur est un régime de travail à temps partiel.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « service coupé » : le fait que les prestations de la journée de travail sont réparties en au moins 2 prestations dont l'interruption ne résulte pas des intervalles de repos au sens de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail et prévus dans le règlement de travail applicable chez l'employeur.

Art. 3. Pour autant que l'horaire de travail ne comporte pas de service coupé au sens de l'article 2 du présent arrêté, lorsque le régime de travail hebdomadaire du travailleur visé à l'article 1^{er} ne dépasse pas la moitié de la durée hebdomadaire de travail d'un travailleur à temps plein applicable dans la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, le montant total des rémunérations journalières forfaitaires déclarées pour la semaine doit correspondre à la moitié du total des rémunérations journalières forfaitaires à déclarer pour une occupation à temps plein durant 5 jours.

Art. 4. Pour autant que l'horaire de travail ne comporte pas de service coupé au sens de l'article 2 du présent arrêté, lorsque le régime de travail hebdomadaire du travailleur visé à l'article 1^{er} atteint au moins la moitié de la durée hebdomadaire de travail d'un travailleur à temps plein applicable dans la Commission paritaire de l'industrie hôtelière sans dépasser les trois quart de cette durée hebdomadaire, le montant total des rémunérations journalières forfaitaires déclarées pour la semaine doit correspondre à trois quart du total des rémunérations journalières forfaitaires à déclarer pour une occupation à temps plein durant 5 jours.

Art. 5. Lorsque le régime de travail hebdomadaire du travailleur visé à l'article 1^{er} atteint au moins trois quart de la durée hebdomadaire de travail d'un travailleur à temps plein applicable dans la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, le montant total des rémunérations journalières forfaitaires déclarées pour la semaine doit correspondre au total des rémunérations journalières forfaitaires à déclarer pour une occupation à temps plein durant 5 jours.

Art. 6. Lorsque l'horaire de travail comporte des prestations à service coupé au sens de l'article 2 du présent arrêté, même si le régime de travail n'atteint pas au moins trois quart de la durée hebdomadaire de travail d'un travailleur à temps plein applicable dans la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, le montant total des rémunérations journalières forfaitaires déclarées pour la semaine doit correspondre au total des rémunérations journalières forfaitaires à déclarer pour une occupation à temps plein durant 5 jours.

Deze proratisering kan in sommige gevallen toegepast worden op de gelegenheidswerknemers in de zin van het Hoofdstuk 2 van het onder punt 1 bedoelde ontwerpbesluit. Dus vanaf 1 oktober 2007 moet de werkgever de sociale zekerheidsbijdragen « werkgevers- en werknemersgedeelte » correct kunnen berekenen. Inderdaad kan de tewerkstelling van een gelegenheidswerknemer één dag duren en kan deze dag de eerste oktober 2007 zijn. Indien de werkgever onmiddellijk na de prestatie aan de gelegenheidswerknemer zijn loon uitbetaalt maar een inhouding sociale zekerheid verricht lager dan de verschuldigde bijdrage « werkgevers- en werknemersgedeelte » moet hij de kost van het verschil tussen de 2 bedragen dragen;

De sectorale representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties moeten over de mogelijkheid beschikken om hun leden in te lichten; gezien het feit dat de werkgeverswereld van de sector voornamelijk samengesteld is uit kleine ondernemingen (gemiddeld minder dan 10 werknemers) vereist die informatieinspanning meer tijd dan indien de sector uit ondernemingen met gemiddeld een honderdtal werknemers zou samengesteld zijn;

De overheidsdiensten moeten eveneens hun personeelsleden belast met de uitvoering of de controle van de nieuwe bepalingen opleiden.

Gelet op het advies nr. 42.879/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de handarbeiders wier loon geheel of gedeeltelijk uit fooien of bedieningsgeld bestaat in de zin van artikel 25, § 1, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en wier wekelijkse werktijdregeling een deeltijdse werktijdregeling is.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder « onderbroken dienst » : het feit dat de prestaties van de arbeidsdag verdeeld zijn over ten minste 2 prestaties waarvan de onderbreking niet voortvloeit uit de rusttijden in de zin van artikel 6, § 1, eerste lid, 1° van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen en voorzien in het arbeidsreglement dat bij de werkgever van toepassing is.

Art. 3. Voor zover de werktijdregeling geen onderbroken dienst in de zin van artikel 2 van dit besluit bevat, wanneer de wekelijkse werktijdregeling van de werknemer bedoeld in artikel 1 de helft van de wekelijkse arbeidsduur van een voltijds werknemer van toepassing in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf niet overschrijdt, moet het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen aangegeven voor de week overeenstemmen met de helft van het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen die moeten worden aangegeven voor een voltijdse tewerkstelling tijdens 5 dagen.

Art. 4. Voor zover de werktijdregeling geen onderbroken dienst in de zin van artikel 2 van dit besluit bevat, wanneer de wekelijkse werktijdregeling van de werknemer bedoeld in artikel 1 ten minste de helft van de wekelijkse arbeidsduur van een voltijds werknemer van toepassing in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf bereikt zonder drie vierde van deze wekelijkse arbeidsduur te overschrijden, moet het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen aangegeven voor de week overeenstemmen met drie vierde van het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen die moeten worden aangegeven voor een voltijdse tewerkstelling tijdens 5 dagen.

Art. 5. Wanneer de wekelijkse werktijdregeling van de werknemer bedoeld in artikel 1 ten minste drie vierde van de wekelijkse arbeidsduur van een voltijds werknemer van toepassing in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf bereikt, moet het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen aangegeven voor de week overeenstemmen met het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen die moeten worden aangegeven voor een voltijdse tewerkstelling tijdens 5 dagen.

Art. 6. Wanneer de werktijdregeling prestaties met onderbroken dienst in de zin van artikel 2 van dit besluit bevat, zelfs al bereikt de werktijdregeling niet ten minste drie vierde van de wekelijkse arbeidsduur van een voltijds werknemer van toepassing in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, moet het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen aangegeven voor de week overeenstemmen met het totaalbedrag van de forfaitaire daglonen die moeten worden aangegeven voor een voltijdse tewerkstelling tijdens 5 dagen.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2007 en ce qui concerne les fonctions visées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2007 portant exécution de l'article 25, § 3, alinéa 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Il entre en vigueur le 1^{er} octobre 2008 en ce qui concerne les fonctions visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2007 portant exécution de l'article 25, § 3, alinéa 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Bruxelles, le 12 juillet 2007.

R. DEMOTTE

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2007 wat betreft de functies bedoeld in artikel 4 van het ministerieel besluit van 30 april 2007 houdende uitvoering van artikel 25, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Het treedt in werking op 1 oktober 2008 wat betreft de functies bedoeld in de artikelen 1, 2 en 3 van het ministerieel besluit van 30 april 2007 houdende uitvoering van artikel 25, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Brussel, 12 juli 2007.

R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 3273

[C — 2007/23168]

16 JUILLET 2007. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 26 juin 1986 déterminant la composition du Conseil de direction de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 3, § 2, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 janvier 2004, et l'article 19, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 2002 fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 novembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'Etat, notamment l'article 99;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 2007 portant l'intégration de certains agents de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité dans la carrière du niveau A;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 1986 déterminant la composition du Conseil de direction de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 1 août 2006;

Vu l'avis du Comité de concertation de base de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 24 avril 2007;

Vu l'accord du Comité général de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 4 juin 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 juin 1986 déterminant la composition du Conseil de direction de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les agents définitifs dotés de la classe A4 et porteurs du titre d'attaché médecin-inspecteur ou de conseiller médecin-inspecteur, ne font pas partie du Conseil de direction. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2004.

Bruxelles, le 16 juillet 2007.

R. DEMOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 3273

[C — 2007/23168]

16 JULI 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 juni 1986 houdende samenstelling van de Directieraad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 3, § 2, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 2004, en op artikel 19, § 1, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 2002 houdende vaststelling van het statuut van het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 99;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 2007 houdende integratie van sommige ambtenaren van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering in de loopbaan van niveau A;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 juni 1986 houdende samenstelling van de Directieraad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, laatst gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 augustus 2006;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 24 april 2007;

Gelet op het akkoord van het Algemeen Beheerscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 4 juni 2007,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 26 juni 1986 houdende samenstelling van de Directieraad van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid maken de vaste ambtenaren die zijn gerangschikt in de klasse A4 en die drager zijn van de titel van attaché geneesheer-inspecteur of van adviseur geneesheer-inspecteur, geen deel uit van de Directieraad. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2004.

Brussel, 16 juli 2007.

R. DEMOTTE